



SEMINAIRE SUR LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

AU PREMIER SEMESTRE 2018

**ET LES PREVISIONS A COURT TERME 2018-2019 DANS LES ETATS DE
LA CEMAC, AU BURUNDI, AUX COMORES, A SAO TOME PRINCIPE, A
DJIBOUTI ET A MADAGASCAR**

Douala, Cameroun, 26 au 30 mars 2018

POINTS SAILLANTS

Mars 2018

POINT 1 : INTRODUCTION

Le séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2018 et la prévision économique à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé et Príncipe, à Djibouti et à Madagascar, organisé conjointement par la Commission de la CEMAC et la Direction Générale d'AFRISTAT, s'est tenu du 26 au 30 mars 2018 à Douala, au Cameroun. Les experts des deux institutions et de l'INSEE en ont assuré l'animation. Ce séminaire a été organisé avec l'appui financier de la Commission Européenne (Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Economique).

Tous les Etats membres de la CEMAC étaient représentés à ce séminaire par deux experts: l'un en analyse conjoncturelle et l'autre en prévision économique. Les experts du Burundi, de Sao Tomé et Príncipe, de Djibouti, de Madagascar et des Comores n'ont pas pu prendre part au séminaire. Deux représentants de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et un représentant de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA BSR-AC) ont également pris part aux travaux du séminaire (*cf.* liste des participants en annexe 1).

Ce séminaire visait plusieurs objectifs spécifiques. Il s'agissait de :

- i. identifier dans l'évolution récente de la conjoncture économique les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2018, et voir dans quelle mesure ils conduisent à une révision des prévisions élaborées au second semestre 2017;
- ii. confronter les analyses de la conjoncture économique faites par les participants au cours de cette année 2018 et en déduire les grandes tendances qui devraient orienter les économies des Etats en 2019 ;
- iii. déduire une orientation cohérente des prévisions pour 2019 des grands agrégats économiques (croissance, revenus, inflation, monnaie, équilibres budgétaires et des finances extérieures,...) pour les pays de la zone CEMAC, le Burundi, les Comores, Sao Tome et Príncipe, Djibouti et Madagascar ;
- iv. renforcer les capacités des pays dans l'utilisation des indicateurs conjoncturels et des CNT dans les prévisions macroéconomiques; et faire un point sur la mise en œuvre des recommandations formulées lors des séminaires précédents dans le domaine de la conjoncture économique et des prévisions.

POINT 2 : CEREMONIE D'OUVERTURE

Monsieur DJIMTOÏNGAR NADJIOUNOUM, Directeur des Etudes Economiques de la Commission de la CEMAC a souhaité la bienvenue aux participants et a souligné l'importance du suivi de la conjoncture et des prévisions à court terme pour la Commission et les pays. Il a, en outre, noté l'intérêt du thème central à savoir : « l'utilisation des indicateurs conjoncturels et des comptes nationaux trimestriels (CNT) dans l'élaboration des prévisions macroéconomiques ». L'intérêt d'avoir une équipe pluridisciplinaire pour ce genre de travaux n'est plus à démontrer, a-t-il poursuivi. Enfin, il a déclaré ouvert le séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2018 et a souhaité plein succès aux travaux.

Après la présentation de l'ensemble des participants, les projets d'ordre du jour et du programme de travail ont été amendés et adoptés (*cf.* annexe).

POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU SEMINAIRE

Session 1 : L'utilisation des indicateurs conjoncturels et des CNT dans l'élaboration des prévisions macroéconomiques

Cette session a porté sur différentes présentations techniques :

i. L'utilisation des CNT dans l'élaboration des prévisions macroéconomiques: l'expérience d'AFRISTAT

M. Symphorien Ndang TABO, expert en comptabilité nationale d'AFRISTAT a fait une communication qui a porté sur les révisions de la méthodologie de trimestrialisation des comptes nationaux. Cette méthodologie qui vient combler les limites de la méthodologie adoptée en 2011 s'appuie sur deux équations : état et structure. Ces équations prennent en compte le caractère endogène, non stationnaire et saisonnier des indicateurs conjoncturels annualisés et permet d'avoir des résultats statistiquement plus robustes. Mieux encore, à partir des données trimestrielles estimées d'un trimestre donné, il est possible de prévoir les valeurs ajoutées des autres trimestres de l'année et d'en déduire le PIB annuel ou le taux de croissance annuel. Concrètement, la démarche consiste à :

- Postuler une relation linéaire entre les variables observées à rythme annuel et estimer les paramètres ;
- Utiliser lesdits paramètres pour proposer des estimations et prévisions à court-terme de variables dépendantes.

Enfin, des cas pratiques ont été réalisés à partir des données du Mali et du Bénin et ont donné des résultats satisfaisants.

En termes de perspectives, il est proposé de :

- Poursuivre les travaux par une couverture de toutes les branches d'activités en vue d'en déduire le PIB (estimation et prévision des taux de croissance);
- Etendre l'équation d'état à d'autres variables exogènes (prix des matières premières, prix du baril du pétrole, crise financière, etc.) en vue d'apprécier l'impact des chocs exogènes sur la croissance ;
- En plus des indicateurs traditionnels (IPI, IPC, ICA, IPPI) utilisés, on peut aussi exploiter d'autres indicateurs tels que les soldes d'opinion pour renforcer la représentativité d'un indicateur ;
- Produire les résultats sous l'optique dépenses ;
- Enfin, automatiser les résultats à l'aide d'un logiciel statistique (R par exemple) en vue de leur adaptation aux pays.

ii. Les nouveaux indicateurs conjoncturels européens et leur utilisation dans la note de conjoncture

M. Alain GALLAIS de l'INSEE a présenté les nouveaux indicateurs conjoncturels européens). L'IPI, les IPPI et les ICA sont considérés comme des indicateurs déjà anciens en Europe (en cours de déploiement en Afrique). Les « nouveaux indicateurs conjoncturels européens » désignent les indices de prix de production des services (IPPS/SPPI, trimestriels, à livrer à T+60) et l'indice de production des services (IPS/ISP, mensuels, à livrer à m+60), destinés à calquer les IPPI et l'IPI pour les services. D'une certaine manière, l'IPI est souvent lui-même « nouvellement » calculé en

privilégiant la déflation sur les quantités directes, en cohérence avec les manuels internationaux SCN 2008 et « *index numbers* » 2009, ce qui suggère une extension naturelle aux services.

Les comptes trimestriels français utilisent et respectent complètement les indices de prix de production, IPPI et IPPS, et particulièrement leur partie destinée aux exportations (dite « non domestique » pour les IPPI et « *BtoE* » pour les IPPS). Ils utilisent et respectent aussi l'IPI, recalculant les indices de valeur de la production et soldant généralement les ERE sur les variations de stocks. En revanche, ils utilisent les ICA dans les services et recalculent donc les IPS par déflation eux-mêmes, avant souvent de solder les ERE sur la production.

Aussi, la note de conjoncture française appuyée sur les comptes trimestriels fait-elle souvent mention de la production industrielle et régulièrement de l'IPI, toujours cohérents, mais jamais de l'IPS et rarement de la production des services, même pour les pays étrangers. Pourtant, les autres pays ont pu faire d'autres choix de délais de production (IPI et IPS à $m+30$) et/ou d'équilibrage des ERE. Certains extraits des notes de conjoncture étrangères montrent que les services sont eux-mêmes cycliques, certes moins que l'industrie, mais pour des parts de Valeur Ajoutée bien supérieures en Europe.

iii. Expérience de la BCEAO dans l'élaboration des CNT

M. Serge Jean EDI d'AFRISTAT a rappelé la présentation faite par la BCEAO lors du séminaire de conjoncture du second semestre 2017 en Afrique de l'Ouest tenu à Ouagadougou du 20 au 24 novembre 2017. Il a indiqué que dans le cadre du renforcement de son dispositif de suivi de la conjoncture économique et de la mise en œuvre de sa politique monétaire, la BCEAO a, depuis 2014, mis en place son dispositif interne d'élaboration du PIB trimestriel, afin de couvrir ses besoins en termes d'indicateurs infra-annuels qui ne sont pas encore couverts par les Instituts Nationaux de Statistiques (INS). La méthodologie d'élaboration du PIB trimestriel de la BCEAO, selon l'optique de l'offre et de la demande, repose sur les techniques d'étalonnage et de calage des agrégats des comptes nationaux par des indicateurs conjoncturels. L'estimation du PIB trimestriel selon l'optique de l'offre est effectuée pour chacun des pays de l'UEMOA et pour chaque secteur. Les données estimées du PIB trimestriel, selon l'optique de l'offre, sont ensuite décomposées suivant l'optique de la demande. L'estimation du PIB trimestriel de l'Union, selon l'optique offre ou demande est obtenue par agrégation des résultats par pays.

Les principaux indicateurs utilisés dans la méthodologie sont issus des enquêtes de conjoncture de la BCEAO, notamment l'indice de la production industrielle (IPI), l'indice du chiffre d'affaires (ICA) et les données sur les conditions de banque. A cela s'ajoutent les données du commerce extérieur, recueillies auprès des Administrations des Douanes, celles du TOFE, collectées auprès des Administrations publiques ainsi que les données sur la production des sociétés de téléphonie, d'électricité, de distribution d'eau et de production de ciment.

La BCEAO a, depuis 2016, entamé des travaux pour la construction des projections du PIB trimestriel, sur la base des indicateurs qualitatifs des soldes d'opinion issus de son dispositif interne de suivi de la conjoncture. Au demeurant, une refonte du dispositif de suivi de la conjoncture de la BCEAO (extension de l'échantillon, utilisation de nouveaux indicateurs calculés sur la base de l'année 2013, nouveaux indices relatifs aux chiffres d'affaire des services) est en cours et permettra d'améliorer le calcul et la prévision du PIB trimestriel.

iv. Projets d'appui aux pays par la CEA

M. Mamadou Malik BAL de la CEA a fait une communication sur l'appui que l'institution apporte en matière de statistiques. Il a mentionné le projet du Fonds de développement des Nations Unies lancé en 2013 et dont l'objectif principal est d'améliorer la capacité des pays africains à utiliser les

technologies mobiles afin de rendre les données statistiques disponibles et accessibles pour appuyer l'élaboration de politiques fondées sur des faits. Il a précisé que le projet a été mis en œuvre en deux phases où le Cameroun faisait partie de la Phase 1 et le Gabon de la Phase 2. La première phase s'est davantage intéressée à des enquêtes sur l'indice des prix à la consommation alors que la phase 2 s'est focalisée sur les statistiques administratives, à savoir les systèmes d'enregistrement et les statistiques des faits d'état-civil ou bien sur le secteur manufacturier et le secteur de l'éducation. L'expert de la CEA a indiqué que la première phase a été évaluée en 2017 et les enseignements tirés ont permis de mieux aborder la phase 2 qui fera l'objet d'un bilan au cours d'une réunion qui se tiendra au mois de mai 2018 à Addis-Abeba. Le représentant de la CEA a par ailleurs fait part de l'intérêt de la CEA, dans le cadre de son appui aux efforts de diversification économique des pays, à vouloir contribuer au développement de modèles regardant les impacts des mesures d'ajustements actuelles mises en place par presque tous les pays de la zone CEMAC sur leur potentiel de développement à long terme.

v. Elaboration des CNT dans les pays : cas du Cameroun

M. Célestin SIKUBE TAKAMGNO de l'INS du Cameroun a exposé la genèse des CNT au Cameroun, les démarches méthodologiques et organisationnelles adoptées, les travaux pratiques, les résultats obtenus et les perspectives.

En 2010, au même moment où le Cameroun se lançait dans la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), le Gouvernement a décidé de se doter d'un instrument d'alerte rapide sur l'évolution de l'activité économique et, éventuellement, devant lui permettre d'anticiper au mieux les chocs exogènes tels que la crise financière de 2008 et ses conséquences néfastes sur la croissance en 2008 et 2009. Il est ainsi revenu à l'INS du Cameroun de mettre en place des comptes trimestriels avec la collaboration du FMI/AFRITAC Centre, dans le cadre du projet BAD / AFRISTAT d'implantation des comptes trimestriels dans les Etats membres d'AFRISTAT. Cette initiative a été encouragée également par la production par AFRISTAT du guide méthodologique d'élaboration des CNT dans ses Etats membres en octobre 2011.

C'est ainsi qu'un groupe de travail interministériel a été mis sur pied ayant pour mandat de suivre la mise en œuvre des CNT en trois (3) ans, sur la période 2010-2012.

Aspects méthodologiques

Le Cameroun élabore le PIB optique production en volume suivant une nomenclature à 29 branches d'activités élaborées en fonction de la disponibilité des indicateurs conjoncturels nécessaires et correspondant à chaque branche. Après l'estimation du PIB optique production en volume, on recherche un vecteur de prix pour faire passer les indicateurs du volume en valeur, ensuite on refait l'étalonnage pour s'assurer que l'indicateur obtenu après valorisation reste bon.

Le PIB optique demande se fait de la même manière en définissant une nomenclature des consommations finales, de la FBCF, des Exportations et des Importations, toujours en s'aidant de la méthode d'étalonnage graphique. On passe d'abord du PIB optique production en valeur au PIB optique demande en valeur, et on finit par le PIB optique demande en volume. Pour assurer la cohérence, on solde sur la variation des stocks.

Le Cameroun produit également, les CNT désaisonnalisés selon l'optique production et dépenses en volume et en valeur. La désaisonnalisation est nécessaire car les variations d'un trimestre sur l'autre des comptes bruts sont difficilement interprétables du fait de la présence d'effets saisonniers et d'effets de composition trimestrielle des jours dans le calendrier. Pour faciliter la lecture des évolutions des comptes trimestriels, les séries sont alors corrigées de l'effet des jours ouvrables (CJO) et de celui des variations saisonnières (CVS)

Sous hypothèse de la disponibilité du compte provisoire de N-1, l'INS fait aussi des prévisions des CNT grâce à l'acquis de croissance.

vi. Utilisation des CNT dans les prévisions macroéconomiques : cas du Cameroun

M. Serge Hervé MENDOUGA de la Direction de la Prévision du Cameroun a axé sa communication sur le rôle et l'importance des CNT dans les travaux de prévisions qu'ils font. En tant qu'utilisatrice des comptes, la Direction de la Prévision du Cameroun s'est adaptée en complétant ses outils de prévision afin de produire les projections trimestrielles et de faire les analyses économiques.

Un modèle de Prévisions trimestrielles (METCAM) a donc été élaboré par la Direction de la Prévision du Ministère des Finances. Ce modèle permet de :

- élaborer les prévisions économiques trimestrielles à court et moyen termes;
- simuler l'impact des politiques économiques, notamment les politiques budgétaires et fiscales ;
- mesurer l'impact d'événements non maîtrisables, c'est-à-dire les chocs exogènes,
- donner une meilleure lecture de la situation économique conjoncturelle

De manière pratique, les comptes nationaux trimestriels ont permis au Cameroun de mieux affiner les prévisions macroéconomiques en permettant de :

- combiner les séries de données trimestrielles avec les séries de données annuelles de certaines variables en vue de former des séries temporelles cohérentes ;
- préserver autant que possible les mouvements à court terme des données de base, dans la limite des contraintes imposées par les données annuelles et, en même temps :
- assurer, pour les séries prospectives, que la somme des données des quatre trimestres de l'année en cours se rapproche le plus possible du total annuel encore inconnu.

vii. Bilan de l'expérimentation du projet ERETES trimestriel.

Le bilan du projet ERETES trimestriel initié par l'Insee a été présenté à l'assistance par M. Alain GALLAIS de l'Insee. Faut-il le rappeler, suite aux travaux et réflexions en cours en Afrique, tant sur les comptes trimestriels que sur les indicateurs conjoncturels, l'Insee s'était auto-saisie d'un projet d'outil léger pour élaborer des Equilibres Ressources Emplois et des Tableaux Entrées Sorties en rythme trimestriel, en calquant autant que possible les sources et méthodes de l'outil ERETES utilisé pour les comptes annuels. En cas de succès, la prochaine réécriture de cet outil pourrait s'étendre aux comptes trimestriels.

Les idées directrices de ce projet étaient donc éloignées des méthodes utilisées par les comptes trimestriels français (comptes agrégés obtenus par des méthodes indirectes-économétriques). Elles étaient au contraire inspirées par les procédures des comptes nationaux annuels en supposant 3 hypothèses / étapes à enchaîner :

- que des modèles d'ERE automatisés permettent de bien approcher les comptes annuels définitifs ;
- que les comptes annuels provisoires puissent être établis au même niveau fin de nomenclature que les comptes annuels définitifs, en utilisant à peu près les mêmes modèles ;
- que les comptes trimestriels puissent eux-mêmes être établis au même niveau fin de nomenclature, grâce à l'abondance et à la ponctualité des nouveaux indicateurs conjoncturels.

Les modèles d'ERE automatisés fonctionnent, tant en mode annuel que trimestriel, ainsi que les chaînes de calcul s'étendant à la matrice de production et au Tableau des Entrées Intermédiaires, mais les 3 pays testés (Cameroun, Bénin et Burkina Faso) n'ont pas donné suite pour des raisons diverses. Parmi celles-ci, on peut citer que les modèles d'ERE automatisés ne paraissent pas nécessaires pour les comptes annuels définitifs, qui disposent d'un temps long, et n'imposent pas de revenir aux données sources quand il y a des corrections à passer ; pour les comptes trimestriels, le temps d'investissement initial consistant à mettre au format ERETES les données sources a paru trop long à acquitter, alors que les délais de production sont toujours serrés. Toutefois, ce projet inspirera la réécriture d'ERETES (modèles d'ERE automatisés) et pourra éventuellement rebondir dans les départements d'outre-mer français, voire au Burkina-Faso pour les comptes trimestriels si la sécurité y est rétablie.

Session 2 : Diagnostic conjoncturel au premier semestre 2018 et prévisions 2018-2019 dans les Etats

i. L'environnement international dans la base de données d'AFRISTAT

Le thème sur « l'environnement international analysé à partir de la base de données d'AFRISTAT » a été exposé par M. Serge Jean EDI d'AFRISTAT.

La présentation s'est appesantie d'abord sur la méthodologie de mise à jour de la base de données d'AFRISTAT et les difficultés rencontrées. Puis, elle a porté sur les éléments conjoncturels suivants : la croissance économique, l'inflation, les taux d'intérêt des pays du G7, les principaux indices de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, les cours de change et les cours des principales matières premières. Cette communication a permis de montrer les tendances suivantes :

- Les perspectives mondiales en termes d'activité sont un peu plus encourageantes en 2017 et 2018 ;
- Les taux d'intérêt restent très bas sur les marchés bancaires développés ;
- Les prix de plusieurs produits de base se redressent.

ii. Conjoncture économique au premier semestre 2018 et prévisions à court terme dans les pays

Les participants ont présenté l'état de la conjoncture économique de leurs pays respectifs ainsi que, le cadrage et les prévisions macroéconomiques pour la période 2018-2019.

Un résumé des interventions et des remarques faites par les participants figure en annexe3. Il en est de même de toutes les présentations du séminaire.

Session 3 : Conjoncture économique vue par les organisations sous-régionales et internationales

(i) Conjoncture économique régionale présentée par la BEAC

La situation conjoncturelle de la CEMAC pour l'année 2017 et les prévisions pour l'année 2018 ont été exposées par Mme Louisa MBOHOU de la BEAC.

Au total, pour l'année 2017, les estimations de la BEAC font ressortir : i) un taux de croissance du PIB réel en recul de 0,1 % (-2,2% pour le secteur pétrolier et +0,3% pour le secteur non pétrolier), après un taux nul en 2016, ii) une décélération des tensions sur les prix, le taux d'inflation étant revenu à 0,9 %, contre 1,1 % en 2016, iii) un déficit du solde budgétaire, base engagements, dons compris, revenant de -5,6 % du PIB en 2016, à -2,8 % du PIB en 2017, et iv) une contraction du

déficit extérieur courant (en baisse de 78,0 %, à 1 489,1 milliards), à -3,1 % du PIB, contre -14,7 % du PIB en 2016. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire a fléchi de 0,4 %, à 10 602,9 milliards à fin décembre 2017, et le taux de couverture extérieure de la monnaie a fléchi à 57,5 %, contre 59,1 % à fin décembre 2016. Les créances nettes sur les États ont augmenté de 12,4 % en une année, pour se situer à 2 745,8 milliards à fin décembre 2017. Cependant, leur rythme annuel de progression est en constante régression depuis le mois d'avril 2017. L'encours des crédits à l'économie s'est contracté de 1,9 %, pour revenir à 7 794,2 milliards au 31 décembre 2017.

Pour 2018, il est attendu une reprise en lien avec la relance des activités du secteur pétrolier suite à la remontée des cours entamée en mi-novembre 2017, autour de 60 dollars le baril, conjuguée au dynamisme des activités non pétrolières tirées par les services marchands, les industries manufacturières et les BTP. Cette dynamique profiterait des mesures de consolidation budgétaire et d'assainissement des finances publiques. Ainsi, la croissance économique devrait remonter à 2,1 %, tandis que le taux d'inflation se situerait à 1,8 %, en moyenne annuelle. L'exécution budgétaire des Etats membres de la CEMAC se solderait en 2018 par la poursuite de la réduction du déficit budgétaire, base engagements, dons compris, revenant de 2,8 % du PIB en 2017 à 1,5 % du PIB en 2018. De son côté, le déficit des transactions courantes, transferts publics inclus de la CEMAC repartirait à la hausse à 3,9 % du PIB, après 3,1 % du PIB en 2017.

Au plan monétaire, il est projeté une hausse du taux de couverture extérieure de la monnaie à 64,2 %, et de la masse monétaire à +5,3 %.

(ii) Conjoncture économique régionale présentée par la CEA

Les participants ont suivi la présentation faite par M. Mamadou Malik BAL de la CEA sur les récents développements aux plans économique et social et les perspectives en Afrique centrale. Il a indiqué que la performance macroéconomique de l'Afrique Centrale s'est inscrite en baisse en 2016 en raison du repli des cours internationaux du pétrole et que la reprise de l'activité économique a été timide en 2017. Pour ce qui est de la gestion des finances publiques, le présentateur a souligné qu'elle s'est caractérisée par un creusement du déficit budgétaire dans tous les pays producteurs de pétrole en 2016. Ce déficit s'est allégé en 2017 à la faveur d'une légère hausse des cours du pétrole. Les échanges avec l'extérieur ont montré une dégradation du solde du compte courant imputable, entre autres, à la détérioration des balances commerciales, des services et des revenus dans presque tous les pays. L'exposant a noté que l'accroissement des niveaux d'endettement posait un problème pour le développement à long terme des pays de la sous-région. Toutefois, il a souligné que l'inflation était relativement maîtrisée notamment en zone CEMAC grâce aux politiques monétaires accommodantes. Pour ce qui est des conditions de vie des populations, l'expert de la CEA a indiqué qu'elles se seraient dégradées en raison des difficultés économiques des pays de la sous-région. Le présentateur a conclu sa présentation en indiquant que les perspectives seraient plus favorables en 2018 qu'en 2017 sous l'hypothèse de la poursuite de la reprise de l'activité économique mondiale et de la hausse attendue des cours des principales matières premières exportées, notamment le pétrole.

(iii) Etat de mise en œuvre des recommandations du précédent séminaire et situation des pays

Après un rappel des recommandations du dernier séminaire, un tour de table a permis aux participants de faire le point sur les activités en cours et celles en projet au sein de leurs institutions respectives. La plupart des recommandations ont été mises en œuvre en dépit du problème du financement pour le fonctionnement des comités de cadrage.

Session 4 : Travaux pratiques de groupe

La session 4 a été consacrée à des réflexions sur des **thèmes suivants** :

Trois groupes ont été constitués :

- Le groupe 1 comprend le conjoncturiste du Congo; le Conjoncturiste de la RCA; le Conjoncturiste du Tchad et le Prévisionniste de la Guinée Equatoriale ;
- Le groupe 2 comprend le conjoncturiste du Gabon; le Conjoncturiste de la Guinée Equatoriale; le Prévisionniste de la RCA ;
- Le groupe 3 comprend le conjoncturiste du Cameroun; le Prévisionniste du Congo et le Prévisionniste du Tchad.

Groupe 1: Depuis 15 années, le séminaire de conjoncture et prévision à court terme est organisé pour les pays membres. Comment pensez-vous qu'on peut conduire son évaluation ? Détaillez les options ainsi que les acteurs à contacter.

Groupe 2: Réflexion sur le fonctionnement et l'animation de la plateforme d'échanges entre conjoncturistes et prévisionnistes. Détaillez les moyens de communication et de rencontre ou de contact.

Groupe 3: Réflexion sur le dispositif institutionnel à mettre en place pour le développement ou l'utilisation optimale des indicateurs conjoncturels et des CNT dans l'élaboration des prévisions macroéconomiques, Décrire les conditions nécessaires et les précautions à prendre.

Les résultats des travaux ont ensuite été présentés en session plénière. (Voir rapports des groupes à l'annexe 4)

POINT 4 : RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE

Les participants au séminaire ont formulé les recommandations suivantes :

Aux administrations chargées de la production de statistiques de court terme, de l'analyse conjoncturelle et de l'élaboration des prévisions macroéconomiques (INS : Institut National de la Statistique et DP : Direction de la Prévision) :

- faire la restitution des interventions du séminaire auprès des services respectifs, notamment par des exposés sur les présentations du thème central ;
- sensibiliser les hiérarchies pour une meilleure coordination des différentes structures produisant des données et des notes de conjoncture ;
- mettre en place ou renforcer des cadres de concertation technique entre conjoncturistes et prévisionnistes ;
- allouer des moyens pour rendre plus dynamiques les comités de cadrage macro-économiques dans les pays ;
- solliciter, en cas de besoin, l'assistance des institutions compétentes pour la production des bulletins et notes de conjoncture et prévision de qualité ;
- prendre les dispositions nécessaires pour collecter les données à temps, produire et diffuser des bulletins et notes de conjoncture de qualité dans les délais afin qu'ils soient plus utiles aux utilisateurs et décideurs ;
- prendre les dispositions nécessaires pour la migration vers le SCN 2008 ;
- créer un dispositif de collecte et de compilation des indicateurs conjoncturels pour répondre aux besoins de politiques économiques et de production des CNT;
- prendre les dispositions nécessaires pour la mise en place des CNT dans les pays qui ne l'ont

- pas encore fait ;
- les pondérations de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation devraient régulièrement se recalculer sur les agrégats des comptes nationaux, sans attendre nécessairement une nouvelle enquête budget des ménages (le règlement européen de l'IPC impose même un recalcul annuel des pondérations sur le compte n-2 et une technique d'indice de Laspeyres chaîné) ;

A AFRISTAT, à la BEAC, à la CEA et à la Commission de la CEMAC :

- sensibiliser les hautes autorités nationales sur l'importance de la statistique comme outil de décision pour un développement aux plans économique, social et environnemental ;
- redynamiser le dispositif communautaire de renforcement du système statistique de la sous-région (comité sous-régional de la statistique, fonds de développement de la statistique, comité sous-régional de cadrage) ;
- définir à l'avance le calendrier des séminaires régionaux de conjoncture économique ;
- accompagner les Etats membres dans la production des bulletins et notes de conjoncture et prévision de qualité (identification des besoins, renforcement des capacités) ;
- faire un plaidoyer auprès des bailleurs de fonds pour financer les projets nationaux de migration vers le SCN 2008 et l'élaboration des CNT ;
- le prochain manuel d'Afristat sur les Comptes Nationaux Trimestriels devrait fournir un éclairage sur le calcul des CNT en volume aux prix de l'année précédente, à partir du chapitre 8 du nouveau manuel du FMI sur ce sujet.

Pour les prochains séminaires, les thèmes centraux suivants ont été proposés par les participants :

- partage d'expériences sur le fonctionnement des comités de cadrage macroéconomique ;
- méthodes d'analyse de prévision.

Le prochain séminaire de conjoncture des pays d'Afrique Centrale aura lieu en octobre 2018 à Brazzaville et portera sur un thème à définir.

POINT 5 : REMERCIEMENTS

Les participants au séminaire sur la conjoncture économique au premier trimestre 2018 tenu à Douala du 26 au 30 mars 2018 expriment leur profonde gratitude aux autorités camerounaises, et au peuple camerounais pour l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé durant leur séjour à Douala.

Ils expriment leur remerciement à la Commission de la CEMAC, à l'INSEE, et à la Direction Générale d'AFRISTAT, à la Commission Européenne et à la BAD pour les moyens mis à leur disposition en vue du bon déroulement de leurs travaux.

POINT 6 : CEREMONIE DE CLÔTURE

La cérémonie de clôture a été marquée par l'allocution de Monsieur DJIMTOÏNGAR NADJIOUNOUM, Directeur des Etudes Economiques de la Commission de la CEMAC.

Douala, le 30 mars 2018.

ANNEXES

**Séminaire sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme
dans les Etats de l'Afrique centrale, du Burundi, de Sao Tomé et Principé et de l'Union des Comores,
membres d'AFRISTAT
DOUALA du 26 au 30 mars 2018**

Annexe1:LISTE DES PARTICIPANTS

Pays	Institutions	Représentants	Fonctions	Adresse postale	Téléphone	E-mail personnel	Email Institution
Cameroun	INS/Conjoncture	SIKUBE TAKAMGNO Célestin	Chargé d'Etude Assistant	BP 134 Yaoundé - Cameroun	(+237)674016927	csikube@gmail.com	www.statistics-cameroon.org
Cameroun	MINFI / Direction de la prévision	Serge Hervé MENDOUGA	Ingénieur Statisticien Economiste	BP 6342 Yaoundé	(+237)675759675	serge_mendouga@yahoo.fr	-
Centrafrique	MINPLAN ECO/DGPS / Direction de la conjoncture	Mme Stella Loraine YAOUILI THENDET	Chef de Service l'Analyse conjoncturelle	BP 696 Bangui, RCA	(+236)75505452	yaouili_thendet@yahoo.fr	-
Centrafrique	ICASEES	Pascal Kiki YOCKA	Chef du service de la conjoncture		(+236)72306854	yocka2004@yahoo.fr	-
Congo	MPAT / CNSEE	Christophe MASSAMBA	Ingénieur Statisticien Economiste	BP 2031	00242 066781957 / +242053618538	christophe.massamba@gmail.com	cnsee@hotmail.fr

Pays	Institutions	Représentants	Fonctions	Adresse postale	Téléphone	E-mail personnel	Email Institution
Congo	DGE	Zéphirin Gyslain Pandi Pangou	Chef de Service Statistique et conjoncture	BP 1111 Brazzaville	00 242 05 570 39 12	gyspandi@gmail.com	-
Gabon	MEPPDD/ Direction générale de l'économie	Prosper EBANG EBANG	Directeur de la Prévision et des Analyses Economiques	BP 6184 Libreville	(+241)07438197	ebangebang@yahoo.fr	www.dge.gouv.ga
Gabon	MEPPDD/ Direction Générale de l'Economie	Eric IKAPI	Chef de Service	BP 6337 Libreville	(+241)07287707	ikapitash@yahoo.fr	www.dge.gouv.ga
Guinée Equatoriale	Ministère de l'Economie	Ruben Edjang Bibang	Cadre à la Direction Général de l'Economie		(+240)222168547	nvomangue@hotmail.com	-
Guinée Equatoriale	Institut National de la Statistique (INEGE)	Pascual Afugu Esono Mbengono	Technicien de la statistique		(+240)222213099	pascualobispo23@yahoo.com	-
Tchad	INSEED	KOSSI ABAKAR OUTMAN	Cadre au service de la conjoncture	BP 453 N'djamena	(+235)66275249	abakarkossi@hotmail.com	-

Pays	Institutions	Représentants	Fonctions	Adresse postale	Téléphone	E-mail personnel	Email Institution
Tchad	MFB / DGB / DEP	BADY EBE	Chef de Division de la Prévision et de la Modélisation Macroéconomique	BP 2388 N'djamena	(+235)68338882	badyebe@gmail.com	-
Institutions							
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Djimtoingar NADJOUNOUM	Directeur des Etudes Economiques	BP 969 Bangui	+236 75 05 57 74	djimtoingar@yahoo.fr	cemac@cemac.int
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Jean Claude NGUEMENI	Directeurs de la Surveillance Multilatérale	BP 969 Bangui	#####	nguemelij@yahoo.fr	cemac@cemac.int
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Roland Marc LONTCHI TCHOFFO	Directeur de la Statistique	BP 969 Bangui	+236 75 13 17 17	rlontchi@gmail.com	cemac@cemac.int
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Mamadou ISSA BABA	Directeur des Finances Publiques			mamadouissababa@yahoo.fr	
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Samuel GBAZA	Sous Directeur de la Surveillance Multilatérale			samuelgbaza@yahoo.fr	

Pays	Institutions	Représentants	Fonctions	Adresse postale	Téléphone	E-mail personnel	Email Institution
BEAC	BEAC	AMBATTA Josiane	Cadre au Service de Conjoncture Sectorielle à la Direction des Etudes et de la Stabilité Financière			ambatta@baec.int	
BEAC	BEAC	MBOHOU Louisa	Adjoint au Chef de Service Environnement International			mbohous@beac.int	
CEA	CEA	Mr Mamadou Malick Bal	Chef du Centre de Données Sous-régional	BP 14935 Yaoundé/ Cameroun		balm@un.org	-
AFRISTAT	Département des Etudes et Synthèses Economiques	Serge Jean Edi	Expert Economiste Principal	BP E- 1600, Bamako	2,237E+10	serge.edi@AFRISTAT.org	-
AFRISTAT	Département des Etudes et Synthèses Economiques	Synphorien Tabo NDANG	Expert en Comptabilité Nationale	BP E- 1600, Bamako	2,237E+10	serge.edi@AFRISTAT.org	-
INSEE	INSEE	Alain GALLAIS	Expert des Indicateurs conjuncturels et en comptabilité nationale		+33 141 17 38 67	alain.gallais@insee.fr	-

ANNEXE 2 : TDR

TERMES DE REFERENCE

1. Contexte et justification

Depuis 2010 la Commission de la CEMAC et AFRISTAT organisent conjointement les séminaires semestriels sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme au profit des Etats membres.

Le séminaire du premier semestre 2018 est l'occasion d'établir un constat commun de la situation internationale et d'en mesurer les conséquences sur les économies nationales, puis de réaliser un diagnostic plus large de l'état de ces économies et de leur évolution à court terme.

Cette année, la mise en œuvre des recommandations des séminaires précédents et les besoins de renforcement des capacités des Etats justifient une fois encore l'option retenue et axée sur des thèmes plus pédagogiques. Pour ce premier semestre 2018, nous insisterons sur «**L'utilisation des indicateurs conjoncturels et des comptes nationaux trimestriels (CNT) dans l'élaboration des prévisions macroéconomiques**».

2. Objectifs

Le séminaire du premier semestre 2018 vise à :

- 1) identifier dans l'évolution récente de la conjoncture économique les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2018, et voir dans quelle mesure ils conduisent à réviser les prévisions élaborées au second semestre 2017;**
- 2) confronter les analyses de la conjoncture économique faites par les participants au cours de cette année 2018 et en déduire les grandes tendances qui devraient orienter les économies des Etats en 2019 ;**
- 3) déduire une orientation cohérente des prévisions pour 2019 des grands agrégats économiques (croissance, revenus, inflation, monnaie, équilibres budgétaires et des finances extérieures,...) pour les pays de la zone CEMAC, le Burundi, les Comores, Sao Tome et Principe, Djibouti et Madagascar ;**
- 4) renforcer les capacités des pays dans l'utilisation des CNT dans les prévisions macroéconomiques; et faire un point sur la mise en œuvre des recommandations formulées lors des séminaires précédents dans le domaine de la conjoncture économique et des prévisions.**

3. Public cible

Ce séminaire est organisé à l'intention des économistes et des statisticiens en charge des travaux de synthèse conjoncturelle et de prévision à court terme. Pour chaque pays, il est prévu la prise en charge d'un macroéconomiste chargé des travaux de prévision officielle notamment du cadrage macroéconomique et celle d'un économiste statisticien responsable des travaux de synthèse conjoncturelle.

Le séminaire sera animé par les experts de la Commission de la CEMAC et d'AFRISTAT. Les experts de la BEAC, de la CEA BSR-AC, et des Banques centrales du Burundi, des Comores, de Sao Tomé et Príncipe, de Djibouti et de Madagascar sont également invités à appuyer, en fonction de leurs expériences respectives, la réflexion qui y sera menée.

4. Orientation et contenu

Le séminaire est conçu pour être un appui aux participants en vue de leurs publications à venir (conjoncture du premier semestre 2018 et cadrage macroéconomique 2018-2019, note de conjoncture régionale, etc.).

Aussi, la délégation de chaque Etat au séminaire est appelée à bien préparer son diagnostic, à partir des données officielles récentes et celles de prévisions de l'environnement international.

Les participants devront notamment montrer dans leur présentation quels sont les principaux éléments de l'environnement économique mondial récent et en cours qui ont un impact sur l'économie de leur pays en 2018 et qui pourraient influencer la situation économique et sociale en 2019.

Le contenu de ces rencontres sera articulé autour de :

- la conjoncture économique au premier semestre 2018 et les prévisions 2018-2019 dans les Etats de la zone CEMAC, du Burundi, des Comores, de Sao Tome et Príncipe, de Djibouti et Madagascar ;**
- la conjoncture économique de la zone vue par les organisations sous-régionales et les organisations internationales ;**
- des présentations sur les techniques rédactionnelles appliquées à la conjoncture et au cadrage macroéconomique, appuyées par des travaux pratiques pour les participants ;**
- la synthèse des discussions sur la conjoncture et les prévisions macroéconomiques à court terme du premier semestre 2018 suivie de recommandations.**

5. Résultats attendus

Les résultats attendus de ce séminaire sont :

- 1- la production et l'analyse des agrégats macroéconomiques de 2018 sont réalisées ;**
- 2- une orientation cohérente des prévisions macroéconomiques 2018-2019 pour les pays concernés est proposée;**
- 3- une synthèse des discussions sur la conjoncture économique récente et des perspectives économiques des pays de la zone est réalisée;**
- 4- la capacité en techniques rédactionnelles appliquées à la conjoncture et au cadrage macroéconomique est renforcée pour les participants.**

6. Pays et institutions invités, calendrier et lieu du séminaire

Pays et institutions participants : 6 Etats membres de la CEMAC, le Burundi, les Comores, Sao Tome et Principe, Djibouti et Madagascar, les banques centrales, l'Insee, la CEA BSR-AC, la Commission de la CEMAC AFRITAC Centre et AFRISTAT.

Date et lieu : du 26 au 30 mars 2018 à Douala, au Cameroun.

7. Documents

- Chaque statisticien conjoncturiste devra faire une communication (en Fichier Word) sur la tendance des indicateurs conjoncturels (commerce, prix, taux d'intérêt, actifs financiers) au 1^{er} semestre 2018 dans son pays. Ce fichier devra être envoyé à la Commission de la CEMAC et à AFRISTAT au plus tard le lundi 12 mars 2018. Les points saillants de cet exposé seront présentés (sur PowerPoint) par l'auteur au cours du séminaire en 15 minutes.
- Chaque prévisionniste, quant à lui, devra présenter une communication (en Fichier Word) sur les prévisions macroéconomiques 2018-2019 du pays. Ce fichier devra être envoyé à la Commission de la CEMAC et à AFRISTAT au plus tard le lundi 12 mars 2018. Les points saillants de cet exposé seront présentés (sur PowerPoint) par l'auteur au cours du séminaire en 15 minutes.

Afin de faciliter les travaux de synthèses, les présentations devront être faites selon un canevas standard qui sera envoyé aux participants.

ANNEXE3 : RESUME DES COMMUNICATIONS SUR L'ETAT DE LA CONJONCTURE AU PREMIER SEMESTRE 2018 ET LES PREVISIONS A COURT TERME 2018-2019

CAMEROUN

Conjoncture Cameroun au troisième et quatrième trimestre de 2017

Avec l'affermissement de l'activité économique mondiale, notamment dans pour les principaux partenaires du Cameroun (Chine, et zone euro) combiné à la remonté du prix du pétrole sur le marché international, les tendances conjoncturelles sont plutôt bonnes, avec la mise en exploitation progressive de plusieurs grands projets d'infrastructures, ainsi que l'accélération des travaux de construction des infrastructures relatifs à la CAN 2019 et au PLANUT qui devraient soutenir davantage la demande intérieure, et l'offre de certains facteurs de production indispensables au renforcement de la compétitivité et à l'accélération de la croissance économique à moyen terme

Le secteur primaire a cru de 7,6%, porté par un regain du dynamisme dans l'agriculture vivrière avec la reprise des exportations vers les pays voisins (Nigéria, Tchad et RCA), dans la sylviculture grâce à la reprise de la demande chez les principaux partenaires et la pêche qui a bénéficié de la valorisation du potentiel halieutique des réserves d'eau du barrage de Lom Pangar.

Le secteur secondaire a évolué de 2,6%, soutenu par la demande intérieure, le regain des échanges avec le Nigéria, un meilleur approvisionnement en énergie électrique et les BTP (CAN 2019 et PLANUT)

Le secteur tertiaire enfin a connu une croissance de 4,2%, est tiré notamment par la bonne tenue des sous-secteurs des transports, la diversification des services de télécommunications (internet, téléphonie) et du dynamisme des services financiers à travers le développement des services de transfert d'argent via le mobile money et du e-commerce

Globalement, les prix augmentent de 0,6% en 2017 par rapport à 2016, avec notamment une baisse des prix dans les domaines santé, transports et communications

Le commerce extérieur est marqué par une baisse du volume des importations de -4,8% en 2017 par rapport à 2016 et des exportations de -11,9%

Malgré un ralentissement du rythme de croissance en 2017 (3,7%), et quelques facteurs de risques liés notamment aux questions sécuritaires dans la sous-région et aux troubles sociales dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest du Cameroun, la conjoncture internationale et nationale actuelle laisse envisager un rebond en 2018 avec un taux de croissance qui devrait se situer autour de 4,2%.

Prévisions macro-économiques 2018

En termes de perspectives macroéconomiques à court terme du Cameroun, Le taux de croissance de l'économie camerounaise s'établirait à 3,1% en 2017 et 5,3% en 2018 contre respectivement **3,7%** et **4,2%** initialement projeté. Ces évolutions font suite à la révision à la baisse de 14,4% en 2017 et à la hausse de 15,9% des industries extractives (production de pétrole et de gaz)

REPUBLIQUE DU CONGO

Conjoncture économique à fin 2017

La production pétrolière a enregistré une hausse de 15,6% de janvier à décembre 2017 par rapport à 2016. Cette baisse s'explique par la mise en exploitation du champ pétrolier Moho-Nord.

Par rapport à l'année 2016, la production des bois grumes et bois sciés ont connu connaît respectivement une hausse de 6% et 3% en 2017.

Dans l'industrie, le suivi des grandes productions sur toute l'année 2017 a donné les résultats suivants : Bières et boissons gazeuses (-2,4%), production des cigarettes (situation stable depuis 2015 après le refus du Gabon d'acheter les cigarettes fabriquées au Congo, refus ayant entraîné une baisse de 75%), production d'électricité (+2,09%), production d'eau (+7%), Production du ciment (+17%). Le suivi du trafic aérien des passagers en 2017 fait apparaître, une baisse de 16% en corrélation avec les mouvements d'avions qui ont baissé de 14,4%

L'inflation annuelle (sur 12 mois) se situe autour de 1,6% de janvier à décembre 2017 par rapport à 2016, en deçà de la norme communautaire de 3%.

Dans les finances publiques, les recettes de l'Etat hors dons connaissent une hausse de 1,9% sur les quatre trimestres de 2012 par rapport à 2011.

Selon les statistiques reçues de la douane au T3-17, la valeur des exportations a baissé de 24,0% en variation trimestrielle à 509,2 milliards, contre 670,1 milliards au T2-17 et s'est affichée en hausse de 16,3% en glissement annuel.

Au niveau des finances publiques, l'exécution du budget au T3-2017 s'est soldée par un déficit budgétaire, base engagements, hors dons, de 486,5 milliards de FCFA.

Prévisions économiques en 2018 et perspectives 2019-2020

Les perspectives macroéconomiques pour l'année 2018 s'annoncent plus favorables. Après avoir enregistré un ralentissement en 2017, la croissance se situerait à hauteur de 3,1% en 2018 et 2,2% en 2019. Cette croissance serait tirée par le secteur pétrolier (+21,2%) pour s'établir à 5,3% en 2019, le secteur hors pétrole devrait par contre enregistrer un taux de croissance négatif de 2,8% jusqu'en 2019 (-0,4%).

L'activité pétrolière devrait connaître un regain de dynamisme, profitant de l'entrée en production du gisement Moho-Nord.

Les autres activités pourraient, elles aussi, s'orienter favorablement et avoir pour effet, une consolidation du secteur hors pétrole. Il s'agit, entre autres de l'agriculture, élevage, chasse et pêche, les industries manufacturières (entrée en production d'une nouvelle cimenterie dans le district de Yamba), de l'électricité, gaz et eau, les bâtiments et travaux publics et le commerce, restaurants et hôtels.

Tableau n° 2 : Evolution du PIB réel

	2017	2018	2019
PIB réel (en %)	-3,0	3,1	2,2
PIB h. pétrole	-7,9	-2,8	-0,4
PIB pétrolier	15,8	21,2	5,3

Source : Cadrage (décembre 2017)

Du côté de **l'Offre**, le dynamisme attendu du secteur hors pétrolier se justifierait par la mise en production du gisement de Moho Nord.

Le secteur primaire devrait afficher 15,2% de croissance en 2018 contre 11,3% en 2017, portée par les branches « *agriculture, élevage, chasse et pêche* », « *sylviculture et exploitation forestière* » et « *industries extractives* ». Cette croissance pourrait être soutenue jusqu'en 2019 avant de marquer un recul en 2020.

Le secteur secondaire devrait connaître, une amélioration de son activité en 2018, avec une croissance projetée à -4,1% contre -8,4% en 2017, en rapport à la baisse des « bâtiments et travaux publics » et ce malgré la bonne tenue de la branche « électricité, gaz et eau » (3,0%) et la branche « industries manufacturières » (- 5,4%). Cette croissance devrait de plus en plus s'améliorer en 2019 (0,7%) et 2020 (3,0%).

Du côté de la demande, la croissance du PIB réel s'expliquerait principalement par l'amélioration de la demande intérieure (-0,7%) pour atteindre des taux positif en 2019 de 0,2% et des exportations nettes des biens et services non facteurs (-12,3%).

D'après les données de l'Institut National de la Statistique (INS), le taux d'inflation serait de 1,6%. Ainsi, les tensions inflationnistes seraient maintenues à un niveau respectant la norme communautaire (3%).

Finances publiques

En 2018, les recettes propres (hors dons) progresseraient significativement de 44% en variation annuelle pour s'établir à 1 603,6 milliards de FCFA. Cette évolution tient principalement de l'effet conjugué de l'augmentation de la production et des recettes pétrolières (80%). Dans le même élan, les recettes non pétrolières augmenteraient de 20,4%.

Les dépenses totales seraient en repli par rapport à 2017 (-1,5%), traduisant ainsi la politique de rééquilibrage des finances publiques engagée par le Gouvernement. Elles se situeraient à hauteur de 1 465,2 milliards de FCFA et se répartissent comme suit : dépenses en capital 345 milliards de FCFA et les dépenses courantes 1040,2 milliards de FCFA.

Secteur extérieur

Sur le plan des **échanges extérieurs**, les évolutions attendues du contexte économique international et de la situation économique nationale se traduiraient en 2018 par un solde global de la balance de paiements qui passerait d'un déficit de 428,7 milliards de FCFA (8,0% du PIB) à un excédent de 143,9 milliards (2,4% du PIB). Cette situation résulterait de la consolidation de la balance commerciale de 661,4 milliards de FCFA à 1 295,5

milliards de FCFA (21,7% du PIB), soit une progression de 95,9%, tirée par l'augmentation des exportations du pétrole.

Monnaie

La **situation monétaire** se caractériserait par un accroissement de la masse monétaire de 0,5% en 2018 contre -10,4% en 2017. Cette progression résulterait de la hausse des avoirs extérieurs nets (+36,5%), des crédits à l'économie (+0,4%).

Le taux de couverture extérieure de la monnaie serait de 42,0% à fin 2018 contre 27,6%, un an plus tôt.

GABON

Au terme de l'année 2017, l'observé conjoncturel fait ressortir une morosité de l'activité dans la plupart des secteurs de l'économie nationale, en liaison avec le contexte économique mondial dont les effets n'ont été que peu perceptibles.

Dans le secteur primaire, des résultats positifs ont été enregistrés dans la production du manganèse, de l'exploitation forestière, du caoutchouc naturel (hévéa), de l'huile de palme et de l'élevage. En revanche, l'activité des autres branches telles que l'exploitation pétrolière, la production du Gaz naturel, de l'Or et les cultures maraichères a été morose.

A fin décembre 2017, la production des entreprises du secteur secondaire a été globalement en baisse, à l'exception notable des industries de transformation du bois (+10,1%), la production de l'eau minérale (+17,9%), la distribution de l'eau (+0,5%) et de l'électricité (+0,8%), en raison, respectivement d'un meilleur approvisionnement des usines (bois), de l'amélioration de l'outil de production et du renforcement des réseaux de distribution des unités de production.

Dans l'ensemble, l'activité dans le secteur tertiaire, à fin décembre 2017, a été en retrait (en dehors du transport ferroviaire, du commerce des véhicules industriels et de l'hôtellerie qui ont respectivement progressé de 38,7%, 12,9% et 25,3%). En effet, le commerce général structuré, les services rendus aux entreprises et aux particuliers, les services de réparation mécanique ont affiché des contreperformances.

Le taux d'inflation, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), a progressé de +2,7% en 2017. Cette situation résulte de l'augmentation des prix des logements, de l'eau, du gaz, de l'électricité, du transport, des biens et services.

Le commerce extérieur du Gabon s'est caractérisé par un relèvement des exportations en valeur de 15,6% et une stabilité des importations (0,2%). En conséquence, le solde commercial a progressé de 39,6% pour s'établir à 1 204,1 milliards de FCFA.

Synthèse du cadrage 2018-2019

En 2018, l'économie nationale évoluerait dans un contexte de raffermissement de l'économie mondiale, et une poursuite de la mise en œuvre du Plan triennal de Relance de l'Economie (PRE 2017-2019) et de l'assainissement des finances publiques. Le Produit Intérieur Brut en volume progresserait de 2,8% en 2018.

Sur le plan sectoriel, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire progresseraient respectivement de 3,6%, 3,5% et 3,7% en 2018. Cette évolution s'expliquerait par les performances des branches agriculture, mines, industrie agroalimentaire, industries (bois et autres industries), commerce, transports et télécommunications. Du point de vue de la demande, la croissance serait soutenue par l'investissement privé pétrolier et les exportations hors pétrole, dans un contexte de maîtrise des prix à la consommation (+1,6%).

S'agissant des échanges avec l'extérieur, le solde de la balance commerciale ressortirait excédentaire, comme les années antérieures et les avoirs extérieurs nets se consolideraient (+10,1%). Quant aux finances publiques, le déficit public se situerait à 2,3% en 2018, en amélioration de 4,3 points par rapport à 2016.

En 2019, l'activité économique nationale progresserait de 3,6%, tirée par le secteur hors pétrole (+3,9%). Par secteur d'activité, la croissance économique de 2019 proviendrait des secteurs primaire (+4,3%), secondaire (+4,1%) et tertiaire (+5,0%). La croissance s'expliquerait par les performances prévisionnelles des secteurs agricoles, bois, industries agro-alimentaires, services (y compris services pétroliers), BTP et transports & télécommunications.

Sur le plan extérieur, le solde excédentaire de la balance commerciale s'améliorerait en 2019 (+7,2%), en liaison avec la hausse de la valeur des exportations (+5,0%). Le taux de couverture des importations passerait de 167,0% en 2018 à 177,5% en 2019.

En matière des finances publiques, les recettes s'amélioreraient de près d'un point à 18,6% du PIB en 2019. Les dépenses se stabiliseraient à 19,1% du PIB en 2019. Par conséquent, les finances publiques seraient quasiment à l'équilibre (déficit de 0,4%) en 2019.

GUINEE EQUATORIALE

En 2017, la Guinée Equatoriale enregistrerait à nouveau un taux de croissance négatif, en raison du repli de la production annuelle du pétrole brut et des exportations du gaz, de la baisse des prix des hydrocarbures et de la contraction de la demande intérieure grevée par la baisse de la consommation privée et la contraction des investissements publics et privés. Le taux de croissance du PIB a continué à la baisse de -2,4% en 2017, contre -8,6% du PIB en 2016, après la nouvelle révision et la finalisation des comptes définitives 2015, nous avons connu une légère croissance, même si elle est encore négative. Le taux de d'inflation en moyenne annuelle arrêté par l'Institut National de Statistiques de Guinée Equatoriale (INEGE) a été environ de 1,1% à la fin de l'année 2017, contre 1,4% à la fin de l'année 2016.

En termes de perspectives 2018, la Guinée Equatoriale enregistrerait à nouveau une croissance économique négative -6% contre -2,5% en 2017, justifié principalement par un

recul continu de la production du pétrole et gaz, ainsi que les exportations dans son ensemble.

Le secteur primaire connaîtrait une croissance de plus de 2 points en 2018, dont -10,6% en 2018, après -13,2% en 2017 grâce aux bonnes performances des « activités extractives » de la « pêche et pisciculture ». Le secteur secondaire connaîtrait une dégradation forte de -8,6% en 2018 contre 5,8% en 2017 grâce aux activités de Raffinerie de produits pétroliers (+10,0% en 2017 à -10,6% un an après), la production d'électricité, Eau et Gaz connaîtrait de très belles performances (1,3% en 2017 à 18,8% en 2018). Quant au secteur tertiaire, le taux moyen du secteur serait de 1,4% en 2018 contre 3,3% de 2017, justifié par la baisse d'activité hôtelière et de la restauration, ainsi que l'administration publique et, l'activité financière justifierait la contreperformance du secteur. Cependant, on constaterait des bonnes performances sur certains domaines du secteur tertiaire au cours de l'année 2018. Il s'agit en effet, le commerce, et transports et télécommunications (5,9% et 5,1%).

En outre, on attendrait un solde de commerce extérieur de -20,5% en 2018, avec une forte diminution des exportations, les importations augmenteraient à 7,6% en 2018 contre -3,9% un an après. Quant à la consommation finale, on le prévoit à la hausse de 4% en 2018 par rapport au 3,5% de l'année 2017. En 2018, le taux inflation devrait se situer autour de 1,1%.

Les finances publiques sont prévues par un déficit budgétaire de 499,49 milliards de FCFA en 2018, contre celui de 265,08 milliards de FCFA de 2017. Les recettes connaîtraient une contraction de -12% en 2018. Les Recettes non pétrolières augmenteraient à 48% par rapport à l'année 2017 et les pétrolières une baisse de -27%.

En effet, les dépenses publiques au cours de l'année 2018 connaîtraient une augmentation de 14% par rapport l'année dernière. Dont un 25% de dépenses courants et 5% des inversions publiques prévues en 2018.

La Guinée Equatoriale enregistrerait à nouveau une croissance économique négative, car son économie dépend de la conjoncture internationale, de la fluctuation des prix des hydrocarbures, qui entraînent principalement par la baisse continue de la production du pétrole de -14,8% (63.504.330 barils en 2017, contre 74.546.592 barils en 2016). Par contre on aura une augmentation légère de la production. Les exportations du pétrole représentent -18,1% en 2017, donc (61.041.546 barils en 2017, contre 74.569.223 barils en 2016). Par contre, le gaz présente une autre vision dans l'économie de la Guinée Equatoriale, avec une augmentation de 8,4% de production en 2017, par rapport à 2016, et une légère amélioration de la contribution des exportations de -4,3% en 2017 contre -9,3% en 2016. La situation monétaire de la Guinée équatoriale, au cours de l'année 2017 a été caractérisée par une augmentation des avoirs externes nets de 17,3% contre -49,1% en 2016.

RCA

Conjoncture au premier semestre 2018

La croissance du PIB à fin 2017 se chiffre à 4,1% et légèrement au-dessus de la croissance démographique. Cette situation masque une hétérogénéité des situations économiques sectorielles. En revanche, l'économie centrafricaine est entretenue par l'investissement public et de la consommation privée. La persistance des tensions

sécuritaires au Centre et à l'Est du pays notamment à Bambari, Alindao, Bangassou a continué de peser sur le secteur primaire avec une baisse drastique de la production des produits vivriers à l'exportation (café, coton, cacao).

La progression à la hausse après un an de l'indice de la production industrielle (4,6%) exprime l'intensification des activités industrielles tirées notablement par les « industries extractives » et légèrement par l'Energie (1,7%).

En outre, le niveau de la production des « l'industrie de bois » est en baisse (-25,1%) par rapport celui du semestre premier semestre 2017. L'industrie d'Energie a baissé à celle du semestre précédent.

La pression de la demande sur l'offre a entraîné la flambée des prix des produits alimentaires qui a poussé l'inflation à la hausse (4,1%) à fin décembre 2017.

En outre, la détérioration structurelle des finances publiques persiste par le creusement du déficit budgétaire en dépit de la politique restrictive du Gouvernement.

Sur les ressources propres, les efforts du gouvernement sur la réduction du stock des dettes intérieures et l'amortissement des dettes extérieures sont remarquables.

Les échanges ont baissé d'intensité tant du niveau des exportations, des importations que du solde de la balance commerciale.

Le déficit de la balance commerciale s'est encore dégradé revenant passant de -197,133 milliards de FCFA à fin décembre 2016 à -208,739 milliards de FCFA à fin décembre 2017, soit une hausse de 5,9%.

Prévision 2018

Secteur réel : selon les estimations du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, le taux de croissance du PIB s'établirait à 4,3% en 2017 contre 4,5% un an auparavant et légèrement en deçà des prévisions initiales de 4,7% en début d'année 2017, du fait de regain de tension d'insécurité, des goulots d'étranglement en matière de transports.

Le PIB en volume a atteint 983,6 milliards de FCFA en 2017 contre 929,8 milliards de FCFA en 2016.

La croissance économique s'est expliquée par le dynamisme de la demande intérieure (6%) notamment les investissements (18%) et celui de la consommation finale des ménages 5% en 2017, imputable à l'appui extérieur aux programmes et projets malgré leur faible niveau d'exécution.

S'agissant de la demande globale, la consommation finale est en hausse de 5% en 2017, contre une progression de 3,5% en 2016.

Selon l'optique offre, la croissance a été soutenue par les secteurs secondaires (5,6%).

Finances Publiques : En 2017, les ressources totales enregistrées ont atteint 203,2 milliards de FCFA contre 137,7 milliards en 2016 soit une hausse de 48%. Cette évolution résulte d'un accroissement simultané des recettes totales et des dons. Les dons mobilisés par l'Etat en 2017 s'élèvent à 68,7 milliards de FCFA contre 53,2 milliards en 2016, soit une progression de 29%. Les dépenses et les prêts nets sont passés de 124,1 milliards en

2016 à 237,2 milliards de FCFA en 2017, soit une progression de 91%. Les dépenses courantes ont atteint 145,5 milliards de FCFA en 2017 contre 99,1 milliards de FCFA en 2016, soit une hausse de 47%.

Monnaie et Crédit : Un redressement considérable des avoirs extérieurs nets de 50,5% contre 24,4% en 2016 expliqué, d'une part, par l'augmentation des avoirs bruts officiels qui a annihilé l'effet du tirage sur le FMI, et donc des engagements extérieurs, et d'autre part, par la réduction des engagements extérieurs des banques commerciales ;

- Un repli du niveau des créances nettes sur l'Etat de 1,4% contre 4,7% en 2016;
- Une baisse des crédits à l'économie de 11,5% contre 12,8% une année auparavant, en rapport notamment avec la régression des créances en souffrance ;
- et Une croissance de la masse monétaire de 18,4% contre 14,3% milliards en 2016, en relation avec l'évolution de ses contreparties.

Principales hypothèses de projection : La progression de la production agricole, notamment de coton et de café, d'une reprise de l'activité dans les secteurs forestier et minier, ainsi que de la maîtrise de l'inflation pour la ramener au taux de convergence de 3% de la CEMAC ;

un déficit intérieur primaire qui devrait progressivement atteindre 0,9% du PIB en 2018 sous l'effet d'une progression soutenue du ratio recettes intérieures/PIB (favorisée par la mise en œuvre des réformes prévues) et d'une meilleure maîtrise des dépenses courantes ;

un déficit de compte courante de la balance des paiements hors dons qui se situerait aux alentours de 9% du PIB, du fait de besoins considérables de reconstruction et d'une reprise progressive soutenue des exportations traditionnelles ; et

des besoins de financement qui devraient atteindre environs 4,5% du PIB en 2018.

Finances Publique : Les projections du TOFE 2018 font ressortir en recettes la somme de 187,0 milliards FCFA contre 163,3 milliards en 2017, soit une variation de 14,5% et en dépenses 188,7 milliards F.CFA contre 167,1 milliards FCFA en 2017, soit un taux de 12,9%. Ce qui représenterait en 2018 un déficit prévisionnel de 10,1 milliards F.CFA contre -12,6 milliards FCFA.

Monnaie et crédit : Un repli considérable des avoirs extérieurs nets de 17,4% expliqué, d'une part, par la baisse des avoirs bruts officiels, et d'autre part, par l'augmentation des engagements extérieurs des banques commerciales ; Une baisse du niveau des créances nettes sur l'Etat de 5,3% en 2018 contre -1,4% en 2017; Une baisse de 7,4% des crédits à l'économie en 2018, en rapport notamment avec l'augmentation des créances ; et Un repli de la masse monétaire de 7,6 %, en 2018, en lien avec la baisse de ces contreparties.

La réalisation des objectifs de politique économique reste tributaire de la sécurité, de la mise en œuvre des politiques sectorielles et des réformes clés notamment dans les domaines de l'agriculture et de l'énergie.

TCHAD

La conjoncture du Tchad au 1er semestre 2018 est favorable par rapport au même semestre de l'année dernière. Un regain de la croissance économique autour de 1,6 % est attendu en 2018 après deux années de récession économique où les activités

économiques se sont détériorées (taux de croissance du PIB réel en 2017 est de -3,9 % contre 3,7 % en 2016).

Cette relance de la croissance est dû à la reprise de la production pétrolière, soutenue par l'embellie observée depuis le dernier trimestre 2017 des cours mondiaux du brut. Il est également envisagé une reprise de la production agricole et cotonnière. De plus, la conclusion courant février 2018 d'un accord avec Glencore est un soulagement financier pour les Autorités, puisqu'il devrait permettre le décaissement par le FMI, avant la fin du premier trimestre 2018, de la 2ème tranche de l'aide budgétaire au titre du Facilité Elargie de Crédit.

Pour l'année 2019, la croissance économique serait de 6,9 % et serait tirée principalement par le secteur pétrolier avec une situation extérieure serait caractérisée par une progression des exportations 23,1 % en 2019 boostées par le secteur pétrolier.

Annexe 4 : synthèses des travaux de groupe

Groupe 3 : Dispositif institutionnel à mettre en place pour le développement ou l'utilisation optimale des indicateurs conjoncturels et des CNT dans l'élaboration des prévisions macroéconomiques

1. Indicateurs conjoncturels, comptes trimestriels et prévisions macroéconomiques

Les comptes trimestriels sont estimés à partir des indicateurs conjoncturels, et les prévisions macroéconomiques sont faites grâce aux indicateurs conjoncturels et aux CNT. Par ailleurs, les comptes trimestriels ont rapidement occupé une place centrale dans les travaux d'analyse conjoncturelle en particulier :

- ***L'étude des inflexions conjoncturelles*** : les comptes trimestriels permettent de mieux comprendre et de déterminer de façon plus précise les retournements de la conjoncture ;
- ***L'estimation rapide du PIB annuel*** : la projection des comptes trimestriels sur l'année en cours permet en effet d'avoir une estimation rapide du PIB de cette année. Au fur et à mesure de l'avancée dans l'année en cours et du calcul des comptes trimestriels, cette estimation rapide du PIB devient de plus en plus complète et permet d'en avoir une estimation robuste avant même le calcul des derniers comptes trimestriels et à posteriori le calcul du compte annuel provisoire.
- ***Prévisions macroéconomiques*** : les comptes trimestriels sont donc un input essentiel pour les prévisions macroéconomiques, notamment infra-annuels

2. Dispositif institutionnel

- Dispositif technico-institutionnel

Il faut préconiser une approche participative. Dès la mise sur pied du dispositif d'élaboration des indicateurs conjoncturels et des CNT, il faut impliquer toutes les parties prenantes. Il s'agit aussi bien des structures étatiques et privées qui seront des fournisseurs de données, que des structures qui seront les utilisateurs de ces données (Ministère des finances, Ministère de l'Economie, etc.). Il faut donc les réunir au sein d'un groupe de travail lors de la mise en œuvre.

Il faut établir avec chaque structure qui fournit de données un canevas permanent et régulier de collecte des données qui définit clairement les données à collecter auprès d'elle, la périodicité de la collecte ainsi les délais de transmission de ces données. En retour, il faut organiser chaque année un dîner-débat avec l'ensemble de ces structures,

pour partager avec eux les résultats obtenus à partir des données qu'elles ont fournies, afin de renouveler la confiance.

Avec les structures étatiques utilisatrices des données, il faut mettre sur pied une plate-forme d'échanges permanents et réguliers sur les résultats obtenus, afin de s'assurer d'une cohérence dans l'ensemble. Il faut que les données soient publiées dans un format utilisable (nomenclatures, méthodologies, format des tableaux de diffusion, etc.). Il faut échanger sur les délais de publication.

Au niveau de l'INS, il faut mettre sur pied une équipe dédiée à l'élaboration des CNT.

Il est fortement recommandé de mettre sur pied une équipe de travail qui réunit à la fois le personnel en charge de l'élaboration des indicateurs conjoncturels, les membres de l'équipe des CNT et les membres de l'équipe en charge des prévisions macroéconomiques pour suivre l'élaboration des indicateurs conjoncturels. Ceci permettra à la fois de s'assurer que les indicateurs conjoncturels produits répondent bien aux attentes de l'équipe en charge des CNT, et d'éviter des retards dans la production de ces indicateurs qui induisent des retards dans la production des CNT et donc des retards dans les travaux de prévisions macroéconomiques. Si possible, mettre ensemble les ressources pour une seule et même collecte des données beaucoup plus large.

Par ailleurs, il est important qu'il y ait dans l'équipe des personnes ayant une expérience dans l'élaboration des comptes annuels. Ceci permettra une meilleure cohérence entre les comptes annuels et les comptes trimestriels.

Enfin, il est aussi important que l'INS soit représenté dans le Comité de Cadrage Macro-économique et des Budgets Economiques afin de rendre optimal l'utilisation des informations infra-annuelles produites par les INS.

- Dispositif financier

La mise sur pied et le développement des indicateurs de conjonctures et des CNT coûtent assez chers. C'est la raison pour laquelle il faut mettre sur pied un dispositif de financement de ces travaux dès le départ. Il faut estimer le budget de mise en œuvre du processus tout d'abord, et ensuite estimer le budget d'élaboration trimestriel ou mensuel des indicateurs et des CNT.

GROUPE 2 : Réflexion sur le fonctionnement et l'animation de la plateforme d'échanges entre conjoncturiste et prévisionnistes. Détaillez les moyens de communication et de rencontre ou de contact

Le fruit de notre réflexion est résumé dans les quatre points qui suivent :

- Création d'un cadre de rencontre entre conjoncturistes et prévisionnistes (mettre en place un secrétariat technique constitué essentiellement de techniciens)
- Mise à jour/Création de plateformes internet
 - Sites internet ;
 - Forum de discussion (Facebook, WhatsApp, etc.) ;
 - Réseau intranet.
- Renforcement des capacités des parties prenantes
 - Séminaires de formation sur la pratique des techniques de prévision et d'analyse conjoncturelle ;
 - Appropriation des outils disponibles.

- Réunion de concertation et de validation des données avant leur diffusion (les INS et les directions de la prévision doivent valider leurs travaux en présence de leurs homologues).

Constitution de l'équipe :

Prévisionniste du Cameroun

Prévisionniste de la République Centrafricaine

Conjoncturiste du Gabon

Conjoncturiste de la Guinée Equatoriale